

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 47 (1997)

Heft: 4: Die Schweiz und der Zweite Weltkrieg = La Suisse et la Seconde Guerre mondiale

Artikel: Résistance politique et humanitaire en Suisse 1939-1945

Autor: Lasserre, André

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-81209>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Résistance politique et humanitaire en Suisse 1939–1945

André Lasserre

Zusammenfassung

Der ausserhalb der Regierungsverantwortung geführte Widerstand lässt sich vor allem vom Konzept der «Geistigen Landesverteidigung» leiten. Er ist erfüllt vom Glauben an den Alpenmythos, er wird entweder von ad hoc-Gruppen wie dem Gotthard-Bund oder älteren Organisationen wie der Neuen Helvetischen Gesellschaft getragen, und er äussert sich in der Presse und in anderen Medien, aber auch in den politischen Parteien. Er tritt in zahlreichen, von der Forschung noch nicht genügend differenzier-ten Varianten auf. Nach Stalingrad geht aber ein grosser Teil der anfäng-lichen Dynamik verloren. Jetzt wendet sich der Widerstand vermehrt der humanitären Hilfe zu, vor allem der Betreuung von Flüchtlingen und an-deren Opfern des Kriegs. Ein Teil kommt aber auch den Bestrebungen zu-gute, die Schweiz zu erneuern, um ihr einen Platz in der neuen Welt der Nachkriegsära zu sichern.

Le terme de *résistance* sera pris ici dans un sens restreint qui exclut la dé-fense menée par les autorités dans le cadre de la politique étrangère et de la défense militaire. Son but est d'assurer l'indépendance nationale ou de la recouvrer si elle est perdue. L'ennemi, c'est évidemment l'envahisseur, mais peut-être aussi un gouvernement national timide devant la menace ou servile durant l'occupation. D'autre part, pour préparer la défense contre une éventuelle invasion, le gouvernement d'un Etat neutre doit certes prendre des mesures militaires et en même temps entretenir dans la popu-lation la volonté de résistance, mais également maintenir des relations cor-rectes avec l'ennemi possible de demain. Cette ambiguïté se répercute dans les relations malcommodes qu'entretiennent avec les pouvoirs pu-blics les partisans d'une résistance sans nuances. La censure offre le ter-rain d'excellence des conflits. «Anpassung oder Widerstand», cette anti-

thèse réductrice occulte en fait les fluctuantes relations entre l'Etat et les idéalistes de la résistance qui refusent les compromissions avec l'ennemi. Avec le recul du temps, les réactions et les arguments des résistants peuvent paraître irréalistes ou exagérés. Ils sont un fait que l'historien doit accepter comme un élément authentique de l'opinion publique.

Les relations économiques et financières avec l'Allemagne ont suscité récemment des polémiques nombreuses dépassant largement le cercle des historiens. Celles-ci apportent peu de données originales à ces derniers, mais les obligent à remettre en question la réalité de la souveraineté suisse et ses limites, au-delà du rôle privilégié accordé longtemps et à l'excès à la défense militaire. Une large carrière s'est ainsi ouverte aux historiens engagés et à tous ceux qui estiment devoir porter sur le passé des jugements d'ordre moral.

Quant aux moyens à mettre en œuvre par les résistants: certains d'entre eux privilégient l'action de groupes civiques parfois clandestins; d'autres proclament avec les partis et les autorités politiques l'union sacrée, le *Burgfrieden*, cristallisant les volontés des patriotes de toutes tendances. Dans ce cadre, chacun doit oublier les divergences périmées pour sauver l'essentiel. Institué entre les grands partis en 1937, chancelant jusqu'à la guerre, ce concours inter-partis avait repris vie en 1939 et surtout 1940. Même dans l'urgence du péril pourtant, des failles apparaissent, et la durée les approfondit. Pour les Suisses, les nouveaux problèmes posés par l'évolution de la conflagration mondiale et les variations de la menace ont inmanquablement réveillé les conflits anciens, mais dans une atmosphère modifiée. L'union sacrée n'est-elle pas nécessairement conservatrice, mais obligée de transiger avec les idéologies et les intérêts minoritaires? Enfin, quand elle se fissure entre les innovateurs et les passéistes, elle ne perd pas nécessairement toutes ses vertus unificatrices.

Ces propos liminaires sont volontairement simplificateurs: les seuls vrais résistants, pourrait-on avancer par exemple, ont été les communistes: l'interdiction de leur mouvement les ont obligés à la (semi-)clandestinité et les ont affrontés directement à l'Etat. Selon la conception usuelle de la résistance, on pouvait difficilement les intégrer dans le tableau avant 1941. Quant aux opportunistes ou aux convaincus de l'alignement, ils résistaient bien au gouvernement, mais pas à l'envahisseur potentiel! Leur absence ici ne doit en tout cas pas faire croire à leur inexistence...

Le mythe des Alpes

Jusqu'au printemps 1940, la résistance resta une notion assez abstraite ou lointaine: les menaces nées de la guerre ne touchaient pas trop la popula-

tion dont la volonté de combattre pour son indépendance s'exerçait par personnes interposées. Le meilleur exemple en est la campagne menée par les Finlandais contre l'URSS. Elle était lointaine et démontrait les possibilités de succès de David sur Goliath... un Goliath communiste qui plus est! Jointe à la passivité des Alliés qui redoutaient l'affrontement avec le Reich, elle ne nuisait en tout cas pas à l'esprit de résistance tel que l'avait défini dans l'esprit du temps le fameux Message du Conseil fédéral de 1938 conçu par Etter. Cette fermeté s'était renforcée au travers de l'Exposition nationale de 1939, son *Dörfli* et sa *Voie suisse* débouchant sur le monumental citoyen endossant sa tunique militaire. Le document gouvernemental s'inspirait fortement des thèses de Gonzague de Reynold qui ancrerait la Suisse sur le massif du Gothard et les vertus pérennes de la Suisse primitive, alpestre et paysanne; la *Landi* – dont ce n'était pas le seul message – avait laissé dans les esprits l'image d'un peuple uni dans son enracinement terrien, d'une nation née en 1291. 1848 et les conquêtes démocratiques y cédaient la préséance à un passé lointain et mythique. Non sans perspicacité, Max Frisch évoquera plus tard ainsi sa visite à la *grande manifestation*: «Sans utopie, immunisé contre tout ce qui n'est pas vraiment suisse. Confiance en soi par le folklore. Ce qui ne me frappait pas alors: l'odeur discrète de Blut und Boden helvétique.»¹

Laissons le sang qui dans un pays pluriethnique serait plutôt un facteur de division, pour ne garder, à côté de l'histoire, que l'exaltation ou le culte d'un sol qui fonde les «constantes» de l'essence nationale. On en trouve d'autres exemples encore dans l'Europe de cette époque profondément perturbée par les crises: la Grande guerre, les révolutions bolchevique, fasciste et national-socialiste exténuant les réflexes des Etats démocratiques, ébranlant même les fondements de leur régime, la catastrophe économique de 1929 sapant la confiance dans l'Etat et la société traditionnelle encourageaient chez beaucoup le refus de l'évolution et le retour sécurisant aux sources. Comment retrouver ailleurs une identité qui s'effilo-chait? «Intégrer un mythe helvétique dans la mentalité générale», voilà la mission que le mémorialiste de la *Neue Zürcher Zeitung* attribuait rétrospectivement à son journal². On est en effet en plein mythe historique, mais «l'exaltation de la puissance ou de la conscience nationale reste l'une des grandes raisons d'être de l'histoire-récit, après avoir été, sans doute, son

1 Max Frisch: *Livret de service*, Genève/Zurich 1977, p. 55. Voir Georg Kreis: «Der homo alpinus helveticus, Zur Darstellung des schweizerischen Rassendiskurs der 30er Jahre», André Lasserre: «Le peuple des bergers dans son 'Réduit national' dans Guy P. Marchal, Aram Mattioli: *Erfundene Schweiz – La Suisse imaginée*, Zurich 1992; Werner Möckli: *Das schweizerische Selbstverständnis beim Ausbruch des Zweiten Weltkrieges*, Zurich 1973, analyse au travers de l'Exposition nationale l'image de la Suisse héritière de son glorieux passé.

2 Fred Luchsinger: *Die NZZ im Zeitalter des 2. Weltkrieges, 1930–1955*, p. 244, Zurich 1955.

impulsion fondamentale: tous les peuples ont besoin d'un récit des origines et d'un mémorial de la grandeur qui soient en même temps des garanties de leur avenir»³. Préparé dès avant la guerre par toute une école historique, le succès de la résistance spirituelle s'explique en grande partie, on le sait, par la soif d'une plus grande cohésion nationale. Grâce à la guerre, pourrait-on dire, ce besoin pouvait se satisfaire. Avec les foudroyants succès de la Wehrmacht au printemps 1941, les menaces allemandes et l'encerclement presque total du pays par les vainqueurs de l'heure, la défense militaire fut doublée du renforcement d'une solide conscience patriotique. Par la guerre des nerfs, avait dit Hitler, «le peuple adverse doit être démoralisé et prêt à capituler avant que l'on ait le droit de penser à une action militaire». On peut nier à cœur joie la réalité objective du danger militaire qui aurait menacé la Suisse. Sans même parler de la réanimation des groupes frontistes secrétée par les victoires de la Wehrmacht, on ne doit en tout cas pas faire abstraction de ce type d'offensive ni des pressions économiques et psychologiques énormes et habilement modulées qui l'accompagnaient. La récente publication du rapport transmis au gouvernement par Oprecht sur le plan allemand d'assujettissement de la Suisse remet utilement en mémoire les analyses de Daniel Bourgeois sur ce type de stratégie national-socialiste⁴. Devant ce type d'attaque, il fallait exalter la défense de valeurs justifiant de sauvegarder l'indépendance. C'est sur ce champ de bataille idéologique qu'il importait d'abord d'inventer des parades. Armée et Foyer fut l'agent de la guerre psychologique, en tant que service de l'adjudance générale, auprès des troupes et des civils. Un outil de propagande au service d'une *idéologie* imposée? On peut en discuter, mais ses méthodes de travail, sa structure, son ouverture à la discussion, son ignorance des principes de la manipulation la laissent loin derrière les officines de Goebbels.

Jusqu'en 1942 ou même l'hiver 1943, ces priorités s'imposèrent en général dans les esprits, même si accidents et fausses notes ne manquèrent pas. Elles ne pouvaient avoir qu'une efficacité temporaire, liée à la durée de ce type d'offensive. Réduire dans la ligne d'une certaine histoire des mentalités, la résistance spirituelle à l'expression d'une réaction à l'ébranlement de la conscience bourgeoise ou à une «revanche des vaincus du Sonderbund» ne manque pas d'intérêt et peut contribuer à expliquer l'origine du mouvement, mais pas son efficacité et sa généralisation, ni sa brièveté. On ne saurait affirmer en effet sans quelque exagération que «du-

3 François Furet: *L'atelier de l'histoire*, Paris 1982, p. 75.

4 *Documents diplomatiques suisses*, t. XIV, Berne 1997, p. 166sq., rapport allemand secret communiqué le 12. 6. 1941; Daniel Bourgeois: *Le 3^e Reich et la Suisse, 1933-1941*, Neuchâtel 1974, chap. 10.

rant toute la guerre, l'expression collective sera fortement marquée par cette idéologie, par cette culture politique de la résistance»⁵: une fois le danger éloigné, la résistance spirituelle s'essouffle et les courants renouveaux se multiplient. Une analyse des discours politiques permettrait de voir plus clair dans ce concept multiforme de la résistance spirituelle.

Le Message fédéral de 1938 préparait sans le prévoir l'isolement de la Suisse encerclée: comment en effet s'ouvrir dès 1940 sur une Europe en construction alors que les architectes en étaient les nazis victorieux? Même s'il affirmait une volonté d'ouverture sur l'extérieur, on pouvait facilement en retenir avant tout l'invite au repli sur les vertus et les granits alpins. La nouvelle stratégie fondée sur le Réduit National en incarne en tout cas l'idéologie. On ne peut pas l'ignorer dès qu'on analyse les composantes de l'esprit de résistance. La popularité du plan Wahlen s'inscrit dans la même ligne: ses succès économiques ne peuvent se comparer avec son impact psychologique⁶.

Notre système politique a pris sa naissance dans le centre alpin du pays. «Ex Alpibus salus patriae»⁷. Ces fortes paroles d'un chantre authentique de l'indépendance et de la grandeur de la patrie ne résument pas l'esprit de toute la résistance. Elles en caractérisent l'un des courants, sans doute le plus populaire, le plus associé à l'idéologie qui sous-tendait la stratégie du Réduit national, le plus adapté aussi à la mentalité d'assiégé si caractéristique de l'époque. Il est frappant de constater la pauvreté des références à la démocratie dans le Message de 1938 et la littérature qui s'en inspire pour galvaniser l'esprit de résistance... au moins jusqu'au moment où la victoire alliée s'annonce de plus en plus évidente. Au-delà de cette évolution, il ne serait pas sans intérêt d'analyser les différentes perceptions de la démocratie entre d'un côté les germanophones qui la rattachent à l'*Urschweiz*⁸ et de l'autre les Romands et Tessinois, plutôt victimes que bénéficiaires historiquement des républiques alémaniques. Ces derniers s'inspirent de la philosophie des Lumières et des «immortels principes» de 1789 si rudement mis à mal durant l'entre-deux-guerres et les premières années du nouveau conflit mondial. Quel espoir restait-il à leurs adeptes déçus?

5 Jean-Claude Favez: «Tu m'as dit d'aimer», dans *Union et division des Suisses...*, Lausanne 1983, pp. 106 et 95; voir aussi Georg Kreis: «Die Schweiz der Jahre 1918–1948», p. 378sq. dans *Geschichtsforschung in der Schweiz*, Bâle 1992. Il est caractéristique que le Parti socialiste édité d'Hugo Kramer: *Die Quellen der schweizerischen Demokratie*, Zurich 1941, qui établit au cours des siècles une continuité de l'égalitarisme des *Markgenossenschaften* médiévales à l'avènement prochain de la démocratie socialiste.

6 Peter Maurer: *Anbauschlacht, Landwirtschaftspolitik, Plan Wahlen, Anbauwerk 1937–1945*, Zurich 1985.

7 Georg Thürer: «Der Sankt Gothard als Wegweiser», *Neue Zürcher Zeitung*, 23.–24. 8. 1943.

8 On trouve un bon exemple du refus de la démocratie à la française au nom de la démocratie de la Suisse primitive chez Arnold Jaggi: *Eidgenössische Besinnung*, Berne 1941.

Leurs silences, leurs hésitations, leur quête d'un nouveau credo politique, leurs retournements au cours d'une guerre dont le caractère idéologique est en outre évident mériteraient l'attention. On peut encore y ajouter l'attente passionnée de la démocratie communiste chez les résistants d'extrême-gauche.

Les aléas des courants de la mentalité résistante s'appuieraient utilement sur des analyses de contenu de la presse. Celle de journaux satiriques comme le *Nebelspalter* en particulier, auquel il faudrait joindre les productions de cabarets comme le *Cornichon* à Zurich ou le *Coup de soleil* à Lausanne⁹. Pour réussir, l'humour et la caricature doivent s'adapter en permanence aux événements et aux sentiments de l'instant et égratigner les non-dits du moment. Percutante dans le désarroi né de la défaite française, l'image dans le *Nebelspalter*, le 21 juin 1940, du bateau de Tell sous le titre «nous avons un bon pilote à bord» aurait été ridicule et anachronique trois ans plus tard.

Mouvements de résistance

Dans la période de flottement qui sépare la défaite française du redressement de la volonté de défense promue par le général à la fin de juillet, se situe la conjuration des officiers groupés autour d'Alfred Ernst et quelques autres capitaines en vue d'empêcher une dérive défaitiste des autorités fédérales devant l'agressivité allemande. Elle est bien connue. Signalons seulement le comportement du général qui doit punir – du reste légèrement – une grave insubordination, mais affirme aux fautifs qu'il leur conserve toute sa confiance: c'est un des cas, il y en aura d'autres, où s'affiche l'ambiguïté des actions de résistance à la fois liées et opposées aux institutions et au pouvoir. Le domaine humanitaire en fournit d'autres exemples plus dommageables. D'autre part le programme politique plutôt rudimentaire des conjurés a été peu relevé, de même que leur esprit de caste porteuse du destin national contraire aux traditions du pays. Il y en a d'autres exemples à ce moment. Enfin, le rôle joué ensuite par ces officiers qui continuèrent à se rencontrer régulièrement et à agir dans diverses organisations civiques a été plus important que leur sursaut patriotique de l'été 1940, Bonjour l'avait déjà signalé¹⁰.

9 Peter Métraux: *Die Karikatur als publizistische Ausdrucksform untersucht am Kampf des «Nebelspalter» gegen den Nationalsozialismus 1933–1945*, Berlin 1966; Elsie Attenhofer: *Cabaret Cornichon*, Berne 1975.

10 Edgar Bonjour: *Histoire de la neutralité suisse*, t. IV Neuchâtel 1970, p. 185. Plusieurs thèmes évoqués ont été déjà abordés par cet auteur; André Lasserre: *La Suisse des années sombres, courants d'opinion pendant la seconde guerre mondiale*, Lausanne 1989, p. 105sq., Philipp Wanner: *Oberst Oskar Frei und der schweizerische Widerstandswille*, Münsingen 1974 pp. 118–123; Al-

Cette participation, on la constate par exemple dans l'*Aktion Nationaler Widerstand* qui mérite plus que d'autres l'étiquette résistante qu'elle s'était donnée: clandestine, sans liens horizontaux entre ses membres, infiltrée dans l'administration publique, elle restait méfiante ou même hostile à l'endroit du Conseil fédéral jugé trop docile à l'Allemagne, mais proche d'Armée et Foyer (August R. Lindt, par exemple, appartenait aux deux organisations). Son recrutement visait les cadres politiques, économiques ou autres et, innovation à souligner, transcendait les partis: on y trouvait aussi bien le conseiller national libéral Albert Oeri de Bâle que son collègue socialiste zurichois Hans Oprecht qui en fut président. Les participations socialistes offrent un témoignage important de l'intégration du grand parti de gauche dans l'establishment patriote grâce à la guerre. C'est peut-être aussi l'une des raisons pour lesquelles, à la différence d'autres mouvements de résistance, elle ne conçut aucun programme de réformes politiques ou sociales. Elle se limitait à veiller à la seule sauvegarde de l'indépendance et à la préparation au combat contre un éventuel occupant du pays. Son action fragmentée et discrète est évidemment mal connue¹¹. Elle publia de novembre 1940 au début de 1944 à l'intention de ses adhérents un périodique ronéotypé *die Information der Woche*. Dirigée fondamentalement contre l'Allemagne nazie, elle avait au fond achevé son œuvre bien avant cette dernière date.

Avec la Ligue du Gothard, on entre dans un autre type de résistance, même si l'on retrouve un moment Alfred Ernst parmi ses parrains. Née d'une initiative conjointe de Denis de Rougemont et Theophil Spoerri, elle réunit rapidement quelque 8000 membres. Elle visait – son nom emblématique même le suggère clairement – à renforcer et faire triompher la volonté d'indépendance dans le public et les autorités. Elle cherchait davantage encore à renouveler la Suisse. Sa «charte» de 1942 proposait ainsi d'axer son activité sur l'organisation professionnelle, l'assurance-vieillesse à partir des caisses de compensation, la protection de la famille, etc. Il est difficile de mesurer l'action réelle de la Ligue d'autant plus que dès sa première assemblée générale en septembre 1940, puis quand des réformes politiques et sociales seront proposées, il deviendra toujours plus malaisé de maintenir la cohérence du mouvement; celui-ci groupait en effet des tendances composites; on y trouvait même des adeptes de l'extrême-droite

fred Ernst s'est aussi exprimé dans les mélanges offerts à Hans Oprecht: *Unterwegs zur sozialen Demokratie*, Zurich 1969; August Lindt: *Le temps du hérisson, souvenirs 1939–1945*, Carouge/Genève 1995.

11 Bonjour: *Histoire de la neutralité...* op. cit. IV p. 212sq.; Ernst v. Schenk: «Aktion Nationaler Widerstand» in *Unterwegs...*, op. cit. p. 107sq.; A. Lindt: *Le temps du hérisson*, op. cit. p. 59sq.

ou des tenants d'un alignement sur l'Europe nouvelle¹². D'autres groupements, plus homogènes, les partis par exemple, se révélèrent plus efficaces dans l'action sur les institutions. La Ligue et les associations civiques ont-elles eu en fin de compte un plus grand impact sur l'évolution des mentalités que sur des réformes pratiques comme si une sorte de partage des domaines d'influence s'était réalisé de fait? Selon de Rougemont, en tout cas, la Ligue aurait achevé son véritable rôle dès l'été 1940, lorsque la volonté de résistance du gouvernement se fut affirmée sans détour¹³ (c'est aussi le moment où de Rougemont quitta la Suisse!).

La Nouvelle Société helvétique, plus ancienne et plus enracinée dans le pays, offre le modèle de l'organisation fondée sur la diversité et même la confrontation des opinions. Son attachement indiscutable à l'indépendance nationale et à la pluralité ne l'empêchait pas d'aborder les grands problèmes de l'heure. Mais elle visait moins l'action politique que l'information et le maintien d'un esprit constructif dans le respect mutuel. Cette tradition la privait d'exercer une influence directe sur les événements, d'autant plus que ses effectifs réduits ne lui permettaient pas des actions à grande échelle. Son rôle durant la guerre se mesure donc difficilement, d'autant plus que sa structure dispersée dans des sections très autonomes ne facilite pas les recherches, mais elle ne désarma pas tout au long du conflit¹⁴.

Parmi les mouvements civiques qui eurent leur heure d'activité, on pourrait encore citer *Forum helveticum*, association de faîte qui réunissait plusieurs groupements tels que la Nouvelle Société helvétique, les Jeunes libéraux, etc., l'*Eidgenössische Gemeinschaft*, secrète au début, toujours peu nombreuse, et qui finit par se transformer en parti politique en 1943–1944, ou *Res Publica*, lancée en 1939.

Avec leurs conférences publiques, leurs séminaires, leurs publications, leurs relais, leurs réseaux plus ou moins systématiquement organisés, tous ces mouvements entretenaient la volonté d'indépendance et accompagnaient les efforts d'Armée et Foyer. Aucune vision d'ensemble n'en a été donnée jusqu'ici.

12 Lindt: *Le temps du hérisson*, op. cit. p. 43; Christian Gruber: *Die politischen Parteien der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zurich 1966, p. 102.

13 Denis de Rougemont: *Journal d'une époque, 1926–1946*, p. 422 et *passim*, Paris 1968; Christian Gasser: *Der Gotthard-Bund, eine schweizerische Widerstandsbewegung...*, Berne 1984 (l'auteur réduit à des proportions plus modestes le rôle que de Rougemont s'attribue volontiers. Son témoignage reste trop lié au mouvement dont il fut un animateur pour suffire à connaître l'histoire interne et le rôle réel de la Ligue); Alice Meyer: *Anpassung oder Widerstand*, Frauenfeld 1965, p. 188sq.; Théo Bovet: *Credo helvétique*, Neuchâtel [1942]; du même: *Schweizer heute...*, Berne 1942, voir aussi la publication du mouvement, la *Lettre du Gotthard*, der *Gotthard-Brief* qui parut dès le 29. 8. 1940 sous des titres divers.

14 Neue Helvetische Gesellschaft (éd.): *Die Schweiz und der 2. Weltkrieg*, 1990. *Die Schweiz, la Suisse, la Svizzera. Annuaire national...*, 1930sq. (sous des titres divers). Donne un bon aperçu de l'évolution des grands problèmes politiques et sociaux et des courants d'opinion.

Les médias

Les journaux jouent un rôle prioritaire; «un des piliers de la résistance» selon Edgar Bonjour¹⁵. Sauf les alignés, ils menaient à des degrés divers le même combat que l'Etat, mais, coincés encore plus que lui entre la nécessité d'inquiéter pour combattre le défaitisme et celle de rassurer pour éviter les paniques ou les interventions diplomatiques, ils souffraient de l'étouffement provoqué par l'encerclement du pays et une censure vigilante. Confiée à la Division Presse et Radio de l'armée, la surveillance des médias s'était organisée durant la drôle de guerre. Elle dépendait toutefois largement du gouvernement selon des modalités qui ont évolué. Sans être formellement soumis à l'obligation de développer des thèmes imposés de propagande, les rédacteurs ne devaient pas franchir certaines limites fixées par des consignes souvent imprécises et surtout variables au gré des événements et l'état des relations extérieures de la Suisse. La personnalité des censeurs d'arrondissements militaires infléchissait aussi le comportement des gens de presse qui disposaient en fait de marges d'expression plus ou moins larges. Très étroites parfois, comme le montre l'exemple lausannois, plus laxistes ailleurs. Non sans remords et retours en arrière, la censure a eu tendance à relâcher son étreinte au fur et à mesure que le danger allemand s'est fait moins pressant. Selon un rapport de la Division Presse et Radio, «Il en résulte une tension entre les deux partenaires; ils ont de la peine à se mettre d'accord sur l'emplacement de la limite subtile qui sépare la discipline de la neutralisation, c'est-à-dire de l'uniformisation de l'opinion publique.»¹⁶ Les journaux sont ainsi à la fois un adjuvant puissant de l'esprit de résistance et une menace pour la politique étrangère et la neutralité, en particulier envers une Allemagne très attentive et très susceptible. Elle sert enfin de commode bouc émissaire aux autorités fédérales soumises aux feux croisés des diplomaties. Paradoxalement, les journalistes ont moins d'indépendance dans leurs propos qu'Armée et Foyer, organe de l'armée qui s'est donné pour tâche de dire dans ses séminaires et ses conférences ce que la presse ne pouvait pas exprimer.

Dans le kaléidoscope d'une presse géographiquement très dispersée, certains organes émergent parmi les porte-parole de l'esprit de résistance: la *Neue Zürcher Zeitung*, le *Bund*, la *Nation*, les *Basler Nachrichten*, la *National-Zeitung* surtout, la *Sentinelle* (et les autres journaux socialistes), etc. Il faudrait évoquer aussi des titres moins prestigieux: les organes lo-

15 Bonjour: *Histoire de la neutralité...*, op. cit. IV p. 203; Alice Meyer: *Anpassung*, op. cit. p. 185sq.; Peter Gilg: «Die eidgenössische Gemeinschaft...» dans *Festschrift zum 65. Geburtstag von Prof. Dr. Ulrich Im Hof*, Berne 1982.

16 Cit. in Lasserre: *Courants*, op. cit. p. 26.

caux, surveillés moins étroitement jouissaient probablement d'une plus grande marge de manœuvre.

Non sans exceptions ni revirements, la presse a joué dans l'ensemble un rôle positif dans le maintien du moral national conçu dans le sens de la résistance spirituelle, surtout entre le printemps 1940 et 1942–43, alors que les pressions allemandes ne discontinuaient pas. Citons seulement en juin 1940 la fameuse *action Trump* visant à éliminer des rédacteurs en chef, d'abord Schürch au *Bund*, mais aussi Bretscher à la *NZZ*, Oeri aux *Basler Nachrichten* ou Lüdi à l'Agence télégraphique suisse. L'intervention tourna court grâce aux journalistes plus qu'à une administration timorée; ou encore les réactions à la *Blutschuldthese*, selon laquelle les écarts de la presse contre l'Allemagne se payeraient d'une invasion de la Suisse. Céder aux chantages aurait eu évidemment de lourdes conséquences pour le pays. Comme l'écrivait Thedor Gut, résumant ainsi le principe de la résistance journalistique: «la neutralisation intellectuelle de la presse n'a nullement préservé des pays qui ont été entre-temps liquidés; si la presse devait se taire, notre démocratie commencerait assez tôt à souffrir de graves dérangements»¹⁷.

Résister aux pressions, parfois aussi aux séductions du vainqueur de l'heure s'accompagnait également d'un refus d'une unité européenne liée alors à la victoire nazie. La Suisse ne manquait pas d'être vilipendée ou moquée pour son refus de monter sur ce bateau, puis, dès 1941, de participer à la *Hakenkreuzzug* ainsi qu'Oeri appelait avec dérision la croisade antibolchevik qui devait sauver l'Europe de la barbarie rouge. Ces réactions helvétiques s'inscrivaient parfaitement dans la stratégie de la défense spirituelle conservatrice et isolationniste.

Dans la dernière phase de la guerre, de 1943 à 1945, ces réflexes ne jouent plus dans la nouvelle carte de l'Europe et du monde qui s'ébauche et où la Suisse doit se préparer une place. Les problèmes sont moins immédiatement existentiels, mais ils ne disparaissent pas: les Alliés et leur presse s'en prennent désormais à une neutralité qui ne leur rend plus service. Ils exercent aussi à leur tour des pressions renforcées sur notre pays, sans parler de l'URSS à la fois salvatrice et menaçante. La Charte de l'Atlantique, l'évolution gauchisante vers l'Etat-Providence très sensible dans les Etats alliés (et dans les mouvements nationaux de résistance), déplaisent aussi aux journaux de droite et fragilisent la solidarité et la cohésion des partisans de la résistance de l'époque précédente. D'autre part le

17 Cit. in Karl Weber: *Die Schweiz im Nervenkrieg. Aufgabe und Haltung der Schweizer Presse... 1933–1945*, Berne 1948, p. 129; Daniel Bourgeois: *La presse suisse pendant la 2^e guerre mondiale*, Lausanne 1983, donne un utile rappel sur l'organisation de la presse, les pressions allemandes, la censure, etc.

conservatisme n'est plus une force. Le Suisse déprime facilement devant la prochaine victoire de ses sauveteurs et la montée de nouvelles grandes puissances ambitieuses.

La presse a déjà été étudiée à plusieurs reprises et sous divers aspects. Des journalistes ont publié leurs souvenirs ou réimprimé des collections de leurs principaux articles¹⁸. Retenons un seul exemple, celui d'Ernst Schürch qui ne se faisait apparemment pas trop d'illusions sur les chances d'une résistance armée, mais insistait sans relâche sur la nécessité de l'autodétermination et sa victoire assurée dans le long terme, sur la solidarité nationale, sur l'illégitimité foncière d'un gouvernement imposé de l'extérieur, etc. Bref, un discours qui en dit long sur l'atmosphère de la guerre psychologique et sur les armes disponibles en un temps où seul le cimetière pouvait garantir la sécurité comme l'écrit Schürch le 3 octobre 1940.

On manque cependant encore d'analyses de contenu qui permettraient de suivre plus rigoureusement l'évolution des courants d'opinion et des messages journalistiques¹⁹. L'attitude devant tel événement, tel pays ou tel problème (l'anticommunisme par exemple, qui redouble de virulence dès la guerre de Finlande) reste encore insuffisamment connue, de même que les désaccords entre les différentes parties du pays. La tentation pétainiste a conféré par exemple une teinte particulière à la résistance en Suisse romande. Reste encore la nébuleuse de la presse professionnelle, des partis, des Eglises où s'expriment des intérêts ou des convictions qui font fi parfois des interdits de la censure, fût-ce aux dépens des auteurs.

Soumise aussi à des contrôles étatiques, l'édition a d'autres problèmes que la presse: en Suisse alémanique, elle compte traditionnellement sur la clientèle allemande. Le nationalisme culturel auquel elle était appelée à participer largement équivalait à la perte d'un important marché surveillé par une censure autrement rigoureuse ou au renoncement à publier les

18 Jost Adam: *Die Haltung der Schweiz gegen das Nationalsozialistische Deutschland im Jahre 1940*, Mainz 1972; Georg Kreis: *Juli 1940, die Aktion Trumpf*, Bâle 1973. Du même: *Zensur und Selbstzensur. Die schweizerische Pressepolitik im 2. Weltkrieg*, Frauenfeld 1973; Marc Perrenoud: «La *Sentinelles* sous surveillance. Un quotidien socialiste et la censure de la presse (1939–1945)» dans *Revue suisse d'histoire* 1987, p. 137sq.; Forbes-Jaeger: *La presse lausannoise et la censure...*, Mémoire de Lettres, Lausanne 1990; Ernst Otto Maetzke: *Die deutsch-schweizerische Presse zu einigen Problemen des 2. Weltkrieges*, Tübingen 1955; Jean-Charles Biaudet: «Edmond Rossier et la censure pendant la 2^e guerre mondiale», dans *Etudes de Lettres*, Lausanne 1968 n° 2; Jacques Meurant: *La presse et l'opinion publique de la Suisse romande face à l'Europe en guerre, 1939–1941*, Neuchâtel 1976; *Die Schweizer Presse, bulletin de l'association de la presse suisse*, 1918sq. Ouvrages de journalistes: Willy Bretscher: *Neue Zürcher Zeitung 1933–1944*. 70 Leitartikel, Zurich 1945; Adolf Gasser [National-Zeitung]: *Für Freiheit und Recht, 1940–1945*, Bern 1948; Albert Oeri: *Oeri's Tagesberichte (Basler Nachrichten)*, Berne 1946; Paul Schmid-Ammann: *Mahnrufe in die Zeit, vier bewegte Jahrzehnte schweizerischer Politik, 1930–1970*, Zurich 1971; Ernst Schürch: *Bemerkungen zum Tage*, Berne 1942, etc.

19 Voir cependant Jacques Meurant: *La presse ...*, *op. cit.*

auteurs allemands émigrés. En revanche, la concurrence allemande se réduisit fortement. La guerre fut en fin de compte une période dorée pour les éditeurs suisses qui avaient su à temps organiser le marché. L'histoire de l'édition reste encore largement à faire²⁰.

La radio pouvait se contrôler beaucoup plus aisément que la presse ou l'édition parce qu'elle se concentrait sur la seule Société suisse de radio-diffusion. Sa concession fut suspendue le 29 août 1939, et la radio fut dès lors soumise directement au Département fédéral des postes et communications. Agent de la défense spirituelle, elle reçut pour mission de renforcer la cohésion nationale par son action sur le plan culturel, sans oublier de faire comprendre celle-ci aux auditeurs de l'extérieur. Les liens de nature différente entre chacune des trois régions linguistiques et leurs homologues étrangers ne facilitaient pas la réalisation uniforme de cette tâche... ni du reste aujourd'hui leur analyse. Les quelques compétences réservées à l'armée ne simplifièrent pas les choses, mais permirent, sous l'impulsion de Schenker, d'orienter les émissions vers la culture d'un esprit de résistance. Les porteurs les plus connus de cette politique seront René Payot à Sottens et Jean Rodolphe de Salis à Beromünster. Malgré quelques travaux, le sens et l'évolution des messages délivrés par les bulletins d'information, les commentaires historiques, politiques, sociaux et autres dorment encore dans des archives sonores plus ou moins bien conservées et répertoriées²¹. C'est un champ d'investigation essentiel pourtant: pour une époque où la radio était l'une des armes de choix des propagandes et, en Suisse, le champ clos des conflits entre ceux qui voulaient l'utiliser dans la guerre psychologique et ceux qui veillaient jalousement sur la neutralité. C'est probablement un des secteurs les plus brûlants de la lutte entre la résistance institutionnelle d'Etat et la résistance active, de conviction.

Le cinéma trouva aussi une place privilégiée dans l'arsenal de la guerre psychologique. Le Message de 1938 lui fait une place parmi les acteurs de la défense spirituelle. Toute une production verra en effet le jour, exaltant comme il se doit les valeurs nationales et les traditions sacrées. En même temps, tous les cinémas passeront obligatoirement les actualités de la se-

20 Orienté surtout sur l'avant-guerre et les problèmes corporatifs, Martin Dahinden: *Das Schweizerbuch im Zeitalter von Nationalsozialismus und geistiger Landesverteidigung*, Berne 1987. Consacré au principal éditeur antinazi, Peter Stahlberger: *Der Zürcher Verleger Hans Oprecht und die deutsche politische Emigration, 1933–1945*, Zurich 1970. Cf. aussi Jürg Zbinden: *Sternstunden oder verpasste Chancen. Zur Geschichte des Schweizer Buchhandels 1943–1952*, Zurich 1995.

21 J. R. von Salis: *Weltchronik 1939–1945*, Berne 1966; Ruth Halter-Schmid: *Schweizer Radio 1939–1945. Die Organisation des Radiokommunikators durch Bundesrat und Armee*, Berner Stuttgart 1980 (voir en particulier les pp. 158sq.); Philippe Gex: *Radio et cinéma en Suisse, 1936–1942. Le cas de la Suisse romande en période de repli culturel...*, Mémoire de Lettres, Fribourg 1982. Jean-Claude Favez: *Tu m'as dit... op. cit.* p. 96sq.

maine suisse, très orientées vers le folklore et les fêtes sous l'égide de la Chambre suisse du cinéma, à l'histoire tourmentée²².

Avec les médias modernes, on pénètre dans une problématique culturelle encore mal connue. On a pu ainsi écrire une étude sur le jazz au travers de la radiodiffusion et la résistance spirituelle qui montre combien ce concept a eu des implications inattendues. Jusqu'au Conseil national en 1943, on voit en particulier s'y affronter les adversaires et les partisans de cette musique; les uns critiquent son origine étrangère, dégénérée, voire nègre alors qu'ils attendent des œuvres musicales authentiquement issues du terroir national. D'autres applaudissaient au contraire une musique pour les jeunes, pour les gens simples, une formule nouvelle de la musique populaire. La Suisse latine penchait davantage que l'alémanique vers cette interprétation socialement favorable de la musique nouvelle²³.

Les partis politiques

Jugés facteurs de division nationale et de paralysie des démocraties, les partis politiques manquent de popularité pendant de longues années où les dictatures affichent insolemment leurs succès. Pourtant, à part ceux qui auraient eu tout à gagner à une mise sous tutelle par les grands Etats voisins, ils savaient qu'ils compteraient parmi les premières victimes d'une *Gleichschaltung* importée. Pas question par conséquent de céder aux menaces ou aux chantages, et pas davantage de renoncer aux moyens d'assurer la défense nationale. On connaît sur ce point la conversion du Parti socialiste. Mais les nuances ne manquent pas: l'une des plus révélatrices peut-être de la réalité vécue du mythe ruraliste-patriotique, c'est le refus de la *Bauernheimatbewegung* de participer inconditionnellement au renforcement de la défense nationale: «Ou bien l'Etat m'aide à sortir de ma misère épuisante, ou bien je me désintéresse de sa défense.»²⁴ Certes, ces mots datent de 1936, et le parti cédera de plus en plus aux appâts que le nazisme avait su tendre aux agriculteurs du *Nährstand*, mais quel affaïssissement d'un des maîtres piliers du patriotisme suisse! Plus positivement, on

22 Nous renvoyons pour plus de détails à Rémy Pithon: «Essai d'historiographie du cinéma suisse (1945–1991)» in *L'histoire en Suisse, Bilan et perspectives – 1991*, Bâle 1992, p. 228–237. Plus directement sur notre sujet, du même auteur: «Cinéma suisse de fiction et défense nationale spirituelle de la Confédération helvétique (1933–1945)» dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 1986, pp. 254sq. Du même: «Le cinéma suisse et les mythes nationaux (1938–1945)» dans Bernard Crettaz, etc.: *Peuples inanimés avez-vous donc une âme? Etudes et mémoires de la section d'histoire de l'Université de Lausanne* 1987 p. 39sq.

23 Theo Mäusli: *Jazz und geistige Landesverteidigung*, Zurich 1995.

24 Cit. in René Riesen: *Die schweizerische Bauernheimatbewegung...*, Berne 1972. Christian Gruber: *Die politischen Parteien...* op. cit. donne le seul tableau général du sujet. Il retrace consciencieusement et utilement les positions officielles des partis, mais ne pousse pas son enquête beaucoup plus loin.

retiendra l'effort de convergence réalisé avec les socialistes au travers de rencontres et de travaux en commun. Il ne connut guère de succès direct en dehors du canton de Berne, mais entretint un état d'esprit qui facilita l'abandon d'un siège au gouvernement par les radicaux au profit du premier conseiller fédéral socialiste, Ernest Nobs, en décembre 1943.

En tant qu'acteurs de la résistance politique, les partis nous intéressent ici surtout pour leurs programmes: d'une part il fallait adapter ceux-ci aux exigences du moment et surtout à celles de l'unité nationale qui réclamait de chacun des sacrifices de solidarité; de l'autre, il leur était indispensable d'offrir à la population des raisons d'espérer dans l'avenir, des projets de société conformes aux idéologies traditionnelles et aux attentes des électeurs qui voulaient aussi bénéficier des concessions consenties par les autres partenaires politiques. Solidarité active et passive propre à un système consensuel qui se mettait en place dans l'Union sacrée, cette union qui faisait partie intégrante de l'idée de résistance.

En tête doit figurer le Parti radical qui se targue d'incarner les grands principes de l'Etat fédéral: «il lui incombe de combattre au premier rang pour défendre la Suisse spirituelle et de repousser chaque attaque d'un agresseur idéologique», qu'il fût de gauche ou de droite²⁵. La volonté officielle de défense allait donc de soi, mais en se situant sur le plan idéologique, elle s'inscrivait aussi dans la résistance psychologique. En même temps, il fallait conserver de bonnes relations avec les Etats étrangers. Dans un parti aussi vaste, les tensions étaient en outre inévitables et les réactions individuelles multiformes.

Résolument opposé au nazisme, plus nuancé envers le fascisme italien, le Parti conservateur catholique partageait les mêmes idées sur la défense nationale dans un esprit différent, marqué par la religion et par son anti-socialisme viscéral. Si les radicaux avançaient avec prudence sur le terrain des innovations politiques et économiques, le Parti conservateur catholique ne s'y aventurait guère: partisan lui aussi de l'indépendance et de la paix sociale à l'intérieur, il axait sa politique sur la défense du fédéralisme et de la famille et cherchait plutôt ses progrès dans les valeurs permanentes de la société, sinon même dans les recettes du passé.

Le Parti socialiste est le plus original et le plus innovateur des grands partis: rallié progressivement à la défense nationale dès 1936, son anti-fascisme foncier l'amena au début de la guerre à insister sur la défense militaire en vue de sauvegarder l'indépendance territoriale, les intérêts de la classe ouvrière passant à l'arrière-plan. Cette évolution impliquait une participation à la défense spirituelle et une collaboration avec les autres

25 Cit. de W. Bretscher au Congrès de 1943 dans Gruber: *op. cit.* p. 16.

formations politiques. Toutefois, au congrès de mai 1941, les inconditionnels des réformes sociales se firent écouter et leur courant triompha dans le programme *Suisse nouvelle* en fin 1942: celui-ci visait un bouleversement social et économique, mais sans révolution. Il affirmait la nécessité de mettre fin au capitalisme et en précisait les moyens. L'Union sacrée était gravement atteinte, c'était un signe des temps; la victoire allemande se faisait toujours plus improbable et l'on entraît dans une nouvelle phase de la guerre où la situation internationale perdait sa priorité pour se retrouver à égalité avec les problèmes nationaux. Le Schaffhousois Bringolf le dira clairement au congrès de 1943. Déjà présent dans certains milieux, le souci de préparer désormais l'avenir et la place que tiendrait la Suisse dans un monde nouveau allait prendre en effet une importance croissante. Les socialistes jouissaient d'une position favorable dans ce nouveau courant: ouverts par principe aux transformations de la société, ils rencontrèrent des sympathies croissantes, alors que partout dans le monde comme en Suisse, on s'accordait à rechercher une meilleure sécurité sociale, la garantie de l'emploi, le contrôle étatique ou la fin du capitalisme libéral, etc. Les partis bourgeois eux-mêmes suivaient le mouvement, évidemment sans le même élan rénovateur que la gauche. Cela n'impliquait néanmoins pas que les socialistes ignorèrent les crises internes; les relations avec les communistes et avec leur propre mouvement de jeunesse qui s'étaient raliés à ces derniers restèrent aussi tumultueuses. Pour confirmer leurs positions de classe, ils répudièrent naturellement l'Union sacrée... mais pas la participation au Conseil fédéral²⁶.

L'extrême-gauche sous ses diverses dénominations a une histoire encore mal connue pour les années de guerre²⁷. Elle suit évidemment les méandres de la politique soviétique, des accords Ribbentrop-Molotov en 1939 à l'opération Barbarossa en 1941. Toujours opposée à la politique officielle suisse, clandestine depuis l'interdiction du Parti communiste le 26 novembre 1940 jusqu'à sa résurrection officielle sous le nom de Parti suisse du travail en octobre 1944, surveillée avec vigilance par les polices et l'armée, elle n'attribuera qu'à l'URSS la victoire sur le fascisme. Elle

26 Gruber, *op. cit.* p. 98sq.; Erich Gruner: *Die Parteien in der Schweiz*, Berne 1969, p. 13sq.; Lukas Röllli-Alkemper: *Die schweizerische konservative Volkspartei, 1935–1943*, Fribourg 1993; Beno Hardmeier: *Geschichte der sozialdemokratischen Ideen in der Schweiz*, Winterthur 1957; Hans Oprecht: *Die Arbeiterschaft der Schweiz im 2. Weltkrieg*, Zurich 1943; Walther Bringolf: *Mein Leben. Weg und Umweg eines Schweizer Sozialdemokraten*, Berne 1965. Walter Wolf: *Walther Bringolf. Eine Biographie. Sozialist, Patriot, Patriarch*, Schaffhouse 1995.

27 Outre les mémoires de leaders comme Humbert-Droz, Hofmeier ou Wullschleger, on dispose d'une histoire officielle de la commission historique du parti du travail, *Zur Geschichte der kommunistischen Bewegung*, Zurich 1981. Voir aussi Brigitte Studer: *Un parti sous influence, le parti communiste suisse, une section du Komintern, 1931 à 1939*, Lausanne 1994, et surtout André Rauber: *Histoire du mouvement communiste suisse*, Genève 1997, l'analyse la plus complète, intéressante surtout depuis Stalingrad, mais entravée par la carence d'archives trop rares et dispersées.

mène donc une action de résistance, mais dans un sens très différent des autres partis.

La priorité que les partis accordent avec l'ensemble de la population aux problèmes économiques et sociaux suggère presque de leur part une *résistance* au capitalisme libéral! La crise économique avec son cortège de chômage et de pauvreté, le souvenir de la grève générale de 1918 dont on redoutait la répétition, une hausse des prix analogue à celle de la Première guerre, tout obligeait à prévenir le retour de pareils fléaux. L'objectif de l'Union sacrée et de la résistance nationale obligeait aussi à chercher des solutions nouvelles pour empêcher les dérives ouvrières ou paysannes vers le nazisme ou le communisme. Circonstances favorables pour la gauche qui avait tout intérêt à profiter de ce climat, délicates pour les autres partis qui raisonnaient probablement plus en termes de concessions que de sacrifices! Sous le signe à la mode d'esprit communautaire et de solidarité, dans la ligne de la défense spirituelle, les années 1940 à 1943 voient se développer plusieurs projets de réformes qui vont à la rencontre des revendications traditionnelles socialistes ou syndicalistes. Un des plus intéressants et des plus élaborés est celui de Ducommun et de la Ligue du Gothard en faveur de la *communauté professionnelle* appelée à réunir les syndicats patronaux et ouvriers dans une gestion paritaire des entreprises et des secteurs économiques. On éviterait ainsi l'interventionnisme étatique sans que les intérêts des ouvriers en fussent affectés. Au contraire, les travailleurs seraient ainsi réintégrés à égalité dans la communauté nationale. Un nouvel humanisme naîtrait de ce renouvellement: au-delà des préoccupations matérielles ou politiques, les références d'ordre spirituel et les rappels des traditions coopératives authentiquement suisses portent la marque de leur temps²⁸. Adopté par une conférence syndicale romande en octobre 1940, le projet eut de la peine à franchir la Sarine malgré sa ratification par la commission syndicale suisse en mai de l'année suivante.

Les Eglises

L'autorité fédérale prônait officiellement la défense spirituelle, mais n'appréciait pas que les Eglises se mêlent de ce genre de spiritualité! Or dans le protestantisme, des Karl Barth, Leonhard Ragaz, Arthur Frey directeur du Service de Presse, refusaient tout alignement sur la nouvelle Europe et reprochaient au gouvernement son défaitisme. Ils excluaient surtout de relier l'action de l'Eglise sur la seule sphère privée comme l'y exhortait la

28 Charles-Frédéric Ducommun: *Destin national et organisation professionnelle*, Zurich 1941, du même: «Les données du problème ouvrier», dans *La Suisse forge son destin*, Lausanne 1942, p. 41sq. etc.

Division Presse et Radio. Sorte de rappel du *Kirchenkampf* allemand autour de l'Eglise confessante, la contestation portait fondamentalement sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat. Premier objet de controverse, la censure n'était-elle pas le premier pas vers un régime liberticide et un anéantissement de la démocratie? Les ténors de la résistance²⁹ ne cachaient nullement leur opinion à ce sujet. D'où leurs démêlés avec les surveillants officiels conscients du danger que représentaient pour l'autorité une agence de presse influente et des hérauts de la liberté d'expression tenaces et écoutés. Tous leurs coreligionnaires ne les suivaient pas du reste, en particulier la Fédération des Eglises protestantes, fortement en retrait. Réflexions et critiques ne manquèrent pas, encore non étudiées jusqu'ici. Pour une fois pourtant, le problème des conditions du témoignage chrétien et des responsabilités sociales de l'Eglise ne se posait pas durant ces années de manière académique, mais de façon immédiatement tangible³⁰.

A la fronde protestante, la Division Presse et Radio recommandait de s'aligner plutôt sur l'Eglise catholique, effectivement très prudente. Minorité sur la réserve, manque de personnalités de l'envergure d'un Karl Barth, réserves romaines peut-être expliquent la docilité catholique. Il y eut cependant des exceptions en Suisse romande avec Charles Journet et Albert Béguin qui s'engagèrent aussi dans la lutte contre le totalitarisme³¹.

Leaders d'opinion

«Assez d'actes, une parole», réclamait le littérateur Edmond Gilliard en octobre 1940 dans la revue vaudoise *Traits*. Cette revendication paradoxale, mais suggestive, pourrait traduire une attente générale de véracité et de motifs d'espérer en l'avenir de la part des autorités. Cette exigence née de l'effondrement de la France et de la mainmise de la dictature sur l'Europe expliquerait alors la multiplication des interventions publiques faites par des personnalités jouissant d'une forte autorité morale ou intellectuelle dans les médias, les partis, les groupes civiques, religieux ou hu-

29 Karl Barth: *Im Namen des Allmächtigen, eine Schweizer Stimme, 1938–1945*, Zollikon 1945; Daniel Cornu: *Karl Barth et la politique*, Genève 1968. Son soutien déclaré aux réfugiés communistes allemands qui préparaient en Suisse leur nouvelle Allemagne marque l'impact déstabilisateur de la propagande et des victoires soviétiques sur l'unanimité de la résistance spirituelle. Voir Hans Teubner: *Exilland Schweiz, Dokumentarischer Bericht über den Kampf emigrierter deutscher Kommunisten 1933–1945*, Frankfurt a.M. 1975, pp. 262, 268sq., etc.

30 Meyer: *Anpassung...* op. cit. p. 178sq.; Erland Erkenrath: *Die Freiheit des Wortes, Auseinandersetzungen zwischen Vertretern des schweizerischen Protestantismus und den Zensurbehörden während des zweiten Weltkrieges*, Zurich 1972; Beat Raaflaub: *Kirchlicher Mahnruf in kritischer Zeit. Der schweizerische Evangelische Pressedienst 1928–1955*, Berne 1977; Rudolf Pfister: *Kirchengeschichte der Schweiz*, 3^e vol. 1720–1950, Zurich 1985, p. 393sq.

31 Victor Konzemius: «Christliches Exil und christlicher Widerstand» dans *Ein Symposium an der katholischen Universität Eichstätt 1985*, Regensburg 1987, p. 225sq.

manitaires: C'est eux qui parlent, écrivent, tissent les réseaux qui relaient et propagent l'esprit de résistance. Leur influence se mesure malaisément, mais ne doit pas être sous-estimée dès que l'on veut analyser l'opinion publique. On peut s'en faire une idée d'après les suggestives listes d'ouvrages et de brochures publiées régulièrement par le *livre suisse* (sans parler des articles de journaux). La propagande orale reste plus difficile à cerner. C'est au niveau des cantons que de telles recherches seraient les plus fécondes, parce que l'influence des personnes en cause s'y mesure le plus aisément.

Dans l'hypothèse d'une propagande orchestrée d'en haut, on pourrait voir dans cette littérature et ces conférences des relais organisés. En dehors des membres d'Armée et Foyer ou des cadres de l'armée, rien ne permet jusqu'ici de confirmer une telle assertion.

Concluons sur la phase la plus vivante de la résistance politique, jusqu'à Stalingrad: elle se caractérise par les offensives psychologiques et les menaces d'étouffement ou même d'invasion. Ce moment exceptionnel de déstabilisation suscite en réaction la non moins exceptionnelle résistance spirituelle. Après cela, une détente plus ou moins assurée calme les esprits et affaiblit les ressorts de la résistance lorsque la menace s'estompe... ou que l'on croit qu'elle s'éloigne. Contre ce laisser-aller de la *Ferienstimmung*, Armée et Foyer se rebelle avec tous ceux qui jugent la situation toujours grave et l'exaltation de la solidarité patriotique toujours indispensable.

Cette résistance des premières années se fonde en grande partie sur le mythe des Alpes. Serait-il exagéré de prétendre qu'une fois usé, celui-ci est remplacé par un autre mythe, celui du général Guisan qui s'était peu à peu forgé durant la période d'angoisse où de plus en plus il est apparu comme le sauveur du pays? Des historiens n'ont pas fini de s'en gausser. Pourtant la réalité objective est moins importante pour les contemporains que l'image que l'on se fait de cette réalité. L'opinion publique est l'objet de l'histoire des mentalités et non le sujet qui fournit des témoignages soumis à la critique de vérité du témoignage.

La bataille de Stalingrad est un repère commode pour marquer le tournant de la guerre: elle dure plusieurs mois jusqu'à la reddition du 2 février 1943, favorisant une lente maturation des esprits; alors que ses alliés piétinent ou tardent à aborder notre continent, l'URSS démontre sa puissance militaire à répétées reprises. La force contagieuse de son idéologie en profite et ébranle les convictions ou creuse les doutes entre les Suisses. Les uns divinisent les libérateurs soviétiques des peuples européens; les autres diabolisent les oppresseurs de la dictature du prolétariat et ne veulent pas

renoncer à l'oreiller confortable du repli sur les valeurs nationales. En même temps, la hausse des prix, les difficultés matérielles, les privations parfois rouvrent aussi des conflits sociaux occultés.

Malgré l'esprit conservateur ou même passéiste de la défense spirituelle, la réflexion politique s'est montrée chez certains vivante et imaginative, de préférence dans le domaine social. C'était une façon de resserrer la cohésion nationale et une forme de résistance qui ne faisait pas de concession aux pressions du dehors.

Quelques indices fournis par les titres des essais politiques suggèrent qu'entre 1940 et 1942 une littérature abondante – mais quantitativement décroissante – traite de l'essence de la Suisse, de ses constantes; dès 1943 en revanche c'est la préparation de l'après-guerre qui l'emporte, et la position du pays dans un monde nouveau et inquiétant³². Cette date marque un véritable changement d'atmosphère, une évolution importante des mentalités. L'Union sacrée devant le péril brun ne se justifiant plus pour une partie croissante de l'opinion, les préoccupations pour l'avenir s'y substituent, avec tous les affrontements qu'entraînent les différents projets de société. Il subsiste cependant un élément important de la solidarité nationale, les inquiétudes sociales et la recherche de solutions pacifiques aux conflits internes: on accepte très généralement que les lois doivent imposer une plus grande équité. La réalisation de l'Assurance-vieillesse et survivants en sera le meilleur symbole, mais pas le seul.

La résistance humanitaire

Sur le plan moral, la neutralité se justifie par l'action humanitaire, qu'aucun acte diplomatique n'oblige du reste l'Etat à assumer. Sans que jamais cette exigence n'eût été oubliée, il a fallu attendre la création du Don suisse en faveur des victimes de la guerre en octobre 1944 et l'arrivée au Conseil fédéral de Max Petitpierre en janvier 1945 pour qu'elle devînt un principe majeur de la politique extérieure. Proposée au Conseil fédéral en décembre 1943, cette entreprise d'entraide n'avait démarré qu'en automne 1944 sous l'impulsion de Pilet-Golaz. Elle prendra en même temps – ce n'est pas un hasard – l'allure d'un «rattrapage humanitaire» destiné à sortir le pays de son isolement croissant³³. L'importance des contributions privées

32 Roland Ruffieux: «De l'«Ordre Nouveau» à de nouvelles préoccupations: le débat idéologique en Suisse romande», *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, janvier 1981 p. 97sq. Sur le débat depuis 1943 cf. aussi Georg Kreis (éd.): «La Suisse dans le système international de l'après-guerre 1943–1950», Bâle 1996 (*Itinera* fasc. 18).

33 *Documents diplomatiques suisses XV*, p. 139sq., Jean-Claude Favez: «Le Don suisse et la politique étrangère. Quelques réflexions», *Des archives à la mémoire, mélanges d'histoire politique, religieuse et sociale offerts à Louis Binz*, Genève 1995, p. 337.

justifie la mention du Don suisse dans cette recension même si ses arrière-plans politiques et officiels n'ont rien à voir avec la résistance.

Ce n'est pas un hasard non plus si c'est dans la dernière phase de la guerre, dès 1942–1943, que les efforts solidaristes se sont multipliés: le poids de l'occupation allemande en Europe se faisait inexorable. Les Juifs étaient promis désormais à la solution finale, d'autres victimes les accompagnaient dans leur destinée et les privations frappaient tout le monde. On ne pouvait plus l'ignorer en Suisse.

Les secours aux victimes de la guerre se sont manifestés surtout au niveau privé. On les repère mal étant donné leur dispersion et le manque de données facilement accessibles. Le Comité international de la Croix Rouge offre une exception à un double titre: il est un sujet de droit international et il a trouvé son historien. La Croix Rouge suisse, qui a à la fois souffert et profité de son statut semi-officiel, reste beaucoup plus mal connue dans son action nationale et internationale³⁴.

Pour en rester à la résistance, nous nous bornerons ici à l'action en faveur des réfugiés qui se partage en effet entre la concertation avec l'administration, la simple légalité et la clandestinité. Elle doit bien se situer en fonction de la politique fédérale de l'asile puisque celle-ci fixe les règles du refuge: une résistance pure et dure aurait empêché ses acteurs de toute influence sur la conception et l'application de ces règles, aux dépens même des candidats au refuge. On en a un bon exemple avec Gertrud Kurz, responsable des Chevaliers de la paix, certes tenace face à Rothmund ou à von Steiger, mais qui n'avait pas coupé les ponts avec l'administration. Cela lui permit sa fameuse intervention directe auprès du conseiller fédéral en 1942³⁵. A ce niveau, l'essentiel des faits est connu sauf en ce qui concerne la réémigration des réfugiés, principalement après la fin de la guerre³⁶.

Parmi les actions humanitaires, il faut évidemment citer au premier chef

34 Jean-Claude Favez: *Une mission impossible? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*, Lausanne 1988. Voir aussi *Bericht des schweizerischen Roten Kreuzes über seine Tätigkeit von 1938 bis 1948*, Berne 1948.

35 Même une analyse hostile et sans nuances de la politique de l'asile reconnaît l'utilité d'une telle attitude, voir Catherine Boss: «Asylpolitik und Flüchtlingshilfe 1938–55» dans *Streitfall Friede*, Berne 1988, p. 23sq.

36 Carl Ludwig: *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés au cours des années 1933 à 1955* [Berne 1957]; Alfred-A. Häslar: *La Suisse terre d'asile? La politique de la Confédération envers les réfugiés de 1933 à 1945*, Lausanne 1971, André Lasserre: *Frontières et camps, le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne 1995; Jacques Picard: *Die Schweiz und die Juden 1933–1945*, Zurich 1994; *Revue des Archives fédérales suisses* [divers auteurs]: «La Suisse et les réfugiés», Berne 1996. *Fünfzehn Jahre Arbeiterhilfswerk* [non daté]. – Des souvenirs personnels ou des biographies illustrent le rôle joué par certaines personnalités qui se sont consacrées à la cause des réfugiés, Regina Kägi-Fuchsmann: *Das gute Herz genügt nicht. Mein Leben und meine Arbeit*, Zurich 1968; Nettie Sutro: *Jugend auf der Flucht 1933–1948*, Zurich 1952; Gertrud Kurz: *Unterwegs für den Frieden, Erlebnisse und Erfahrungen*, Bâle 1977.

celle des Juifs de Suisse qui ont fait preuve d'une remarquable solidarité³⁷. Pour une communauté numériquement faible et politiquement bien pensante, c'était aussi la seule forme de résistance possible. Les crises internes ne manquèrent pas du reste: aux uns, les sacrifices financiers exigés paraissaient excessifs; d'autres, les plus radicaux, jugeaient scandaleux que le conformisme nécessaire à la collaboration avec la police fédérale empêchât d'arracher des victimes à l'holocauste.

Les événements récents ont aussi montré que l'on ne sait pas grand-chose sur la connaissance de la solution finale dans la population et le moment où celle-ci en prit réellement conscience. La responsabilité de la censure dans cette ignorance a été plus grande qu'on ne le pense communément: elle n'a rien fait, bien au contraire, pour permettre la publicité des faits

Pour faciliter les relations avec l'administration et coordonner leur action, les plus importants organes caritatifs formèrent l'*Office central suisse d'aide aux réfugiés* (OSAR) que son statut obligeait à respecter les décisions de Berne, mais qui pouvait peser sur elles. Son rôle exact est encore imparfaitement connu. Ses contestations avec la police fédérale portèrent principalement sur les critères d'admissibilité en Suisse, le financement de l'asile, l'accueil dans les camps dès 1940 et la réémigration. Le chef de la police fédérale court-circuitait aussi volontiers l'OSAR; il négociait par exemple souvent directement avec la *Fédération des communautés israélites*. Sur le sujet le plus brûlant, l'admission des réfugiés, il avait su jeter d'emblée son atout majeur: aucune association ne serait reconnue si elle ne déclarait pas chaque réfugié qu'elle assistait. Les risques de rupture avec l'administration étaient trop lourds de conséquence pour que l'on pût les courir de gaieté de cœur. Sauf exceptions, ce n'est donc pas de ce côté qu'il faut chercher une résistance humanitaire. En revanche, Rothmund acceptait de négocier des cas particuliers ou des règlements: l'indépendance de ses interlocuteurs, leur pouvoir d'influence étaient plus grands qu'on ne pourrait le penser. Cela fut probablement surtout le cas jusqu'en 1940 ou 1942 alors que la Confédération ne prenait pas en charge l'entretien des réfugiés: les charges assumées par les groupes privés augmentaient tant soit peu leur autonomie.

Pour trouver des résistances déterminées à la politique officielle d'admission ou d'accueil, il faut chercher à des niveaux plus bas: les cantons d'abord qui avaient encore une certaine autonomie de décision et participaient aussi bien à la surveillance des frontières qu'aux conférences fédé-

37 Otto Heim: «Jüdische soziale Arbeit und Flüchtlingshilfe in der Schweiz», dans *Schweizerischer israelitischer Gemeindebund 1904–1954...*

rales de police. Dans ces dernières, les magistrats ne brillaient pas par leur indépendance, mais dans la pratique quotidienne, il n'en allait pas nécessairement de même. Si certains travaux ont déjà étudié les politiques cantonales ou l'action de tel ou tel magistrat, à Bâle et surtout dans le Tessin, des enquêtes plus complètes révéleraient bien des atténuations aux ukases de Berne, soit en faveur de certaines catégories de réfugiés (les fugitifs des maquis par ex.), soit de manière plus générale³⁸.

L'action humanitaire illégale s'est produite surtout au niveau personnel lors des franchissements de la frontière. Les passeurs bénévoles ou stipendiés ne manquaient pas dans le Jura ou les Alpes, alimentant la hantise d'une administration qui les haïssait plus encore que les fugitifs qu'ils convoyaient. L'administration elle-même comptait plusieurs francs-tireurs, soit parmi les gardes-frontières et la police, comme Grüninger avant la guerre, soit dans le corps diplomatique ou consulaire, comme Carl Lutz à Budapest, soit dans des missions humanitaires à l'étranger. Discrets par nécessité, ils ne se sont guère fait connaître; leurs motivations et l'ampleur de leur action restent donc largement ignorées malgré d'éventuels mémoires ou témoignages oraux, mais ils ont laissé sans doute aussi des traces dans les archives de police ou de justice³⁹. Les partis aussi, même en dehors des communistes, ont joué parfois un rôle non négligeable, probablement davantage dans l'accueil que dans les passages de frontière. Des personnages plus ou moins troubles enfin se sont joints naturellement à des activités où l'illégalité favorisait l'ambiguïté des comportements: le personnage le plus fameux dans ce demi-monde en est l'ancien conseiller fédéral Musy⁴⁰.

Il faut distinguer ces deux phases du refuge dès qu'on aborde le sujet essentiel et le plus mal connu de l'action humanitaire: le sentiment populaire; plus aisé à illustrer par des exemples qu'à mesurer, il détermine l'existence même des aides privées et en partie la politique officielle elle-même. La crainte permanente de la surpopulation étrangère qui guide l'administration est largement irrationnelle; les autorités l'entretiennent soigneusement dans une opinion publique bien conditionnée par la défense

38 Jean-Claude Wacker: *Humaner als Bern. Schweizer u. Basler Asylpraxis gegenüber den jüdischen Flüchtlingen v. 1933 bis 1943 im Vergleich*, Bâle 1992; Elisa Signori: *La Svizzera e i fuorusciti italiani... Aspetti e problemi dell'emigrazione politica, 1943-1945*, Milan 1983; Renata Broggin: *I rifugiati italiani in Svizzera e il foglio Liberta, Antologi di scritti 1944-1945*, Rome 1979; de la même: *Terra d'asilo. I rifugiati italiani in Svizzera 1943-1945*, Bologne 1993; Christiane Ruffieux: *Les réfugiés dans le canton de Fribourg durant la 2^e guerre mondiale*, Mémoire de licence, Fribourg 1982, etc.

39 Anne-Marie Im Hof-Piguet: *La filière, en France occupée 1943-1944*, Yverdon 1985.

40 Johann-M. Werner: *Konsul Karl Lutz (1895-1975) Im Dienste der Menschlichkeit*, Mémoire de licence, Berne 1985. Alain Dieckhoff: *Rescapés du génocide. L'action Musy, une opération de sauvetage de Juifs européens en 1944-1945*, Bâle 1995.

spirituelle, mais déjà naturellement réceptive à l'origine. L'antisémitisme latent y contribue. A titre d'hypothèse, on peut avancer que la politique de l'asile ne suscite pas de résistance majeure dans le pays, qu'elle est refusée ou même bafouée dans les régions frontalières au spectacle des fugitifs harcelés, souvent critiquée pour une application jugée trop généreuse dans les camps d'accueil à l'intérieur du pays.

Restent enfin les réfugiés eux-mêmes, au centre de la politique humanitaire. Traités souvent comme des objets à leur arrivée, mais de plus en plus comme des sujets avec les progrès dans la direction des camps. Leurs témoignages sont souvent dénués de nuances, aussi bien dans la critique que dans l'éloge. Ils sont irremplaçables, mais d'une utilisation délicate par l'historien⁴¹.

41 Il faut souligner ici l'œuvre de pionnière menée par Fabienne Regard dans un article de la *Revue des Archives fédérales*, *op. cit.*, et dans sa thèse à paraître.